

Est-il possible de concilier les intérêts de l'entreprise et les droits des femmes? Un nombre croissant d'activistes des droits des femmes se demande «Comment pouvons-nous nous engager avec des entreprises et les affaires tout en gardant notre légitimité?»

Où est l'argent pour les droits des femmes... et comment pouvons-nous l'obtenir?

Philanthropie d'entreprise

PROFIL

Les entreprises restent la source de revenus la plus controversée, avec une réputation de «volet le plus douteux de la philanthropie»¹. Quelque 2% seulement des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de l'AWID² mentionnent le secteur privé comme une source de revenus (1% en 2000) et le financement des entreprises ou sociétés représente moins de 1% des revenus cumulés des interrogés.

DOUTES

Est-il possible de concilier les intérêts de l'entreprise et les droits des femmes? Les organisations de femmes se méfient parce que:

- Certaines entreprises exploitent la main-d'œuvre ou pratiquent une production non respectueuse de l'environnement et cherchent à améliorer leur réputation en s'associant aux ONG.
- Des entreprises de plus en plus nombreuses cherchent à accroître leur part de marché en associant leur nom à de «bonnes» causes, conscientes de l'importance que cela peut avoir pour leurs clients.
- La plupart des programmes des entreprises sont des extensions et n'ont aucun lien avec la responsabilité sociale de l'entreprise.
- «En pratique, les fondations d'entreprise sont souvent considérées comme une sorte de caisse noire où le directeur général peut puiser pour soutenir une cause appréciée, améliorer son image de marque auprès de la collectivité ou même renforcer une relation commerciale par un don à une cause qui tient à cœur à un partenaire³.»
- Les plus grandes fondations d'entreprise – de Wal-Mart et Pfizer à Shell et Exxon – ont des réputations douteuses en raison de leurs pratiques environnementales, en matière d'emploi et de collectivité, et veulent pourtant faire des dons aux causes des femmes.

OPPORTUNITÉS

Où est l'argent dans notre société en pleine mondialisation? Dans les entreprises, tout simplement. Un nombre croissant d'activistes des droits des femmes se demande «Comment pouvons-nous nous engager avec des entreprises et les affaires tout en gardant notre légitimité?» Les entreprises, comme les groupes de femmes, ne sont pas homogènes bien sûr. En outre, les entreprises à capitaux nationaux ou locaux sont des sources potentielles de ressources financières et de contributions en nature.

Vu le nombre croissant de sociétés et d'entreprises qui font leur entrée dans le domaine de la philanthropie, beaucoup d'organisations de femmes adoptent des directives éthiques et refusent les fonds d'entreprises produisant du tabac ou des armes, recourent au travail des enfants, exploitent les travailleurs, ou dont le modèle consumériste et orienté vers la bienfaisance s'intègre parfaitement dans une approche néolibérale. L'engagement avec le secteur privé ouvre des perspectives pour inciter à un comportement plus éthique et au respect accru des normes de travail et de l'environnement. Par exemple, les Calvert Women's Principles, qui exigent une responsabilité d'entreprise concrète en matière d'égalité entre les sexes, ont été adoptés par Dell et Starbucks.

1 The Economist, 25 février 2006, A survey of wealth and philanthropy (Enquête sur la richesse et la philanthropie), p. 7.

2 L'AWID a enquêté auprès de quelque 1 000 organisations de femmes du monde entier, examiné la littérature, interrogé les donateurs, reçu des éclaircissements et des recommandations de 300 leaders des droits des femmes et partenaires de financement de 94 pays à la réunion de l'AWID et Semillas, intitulée 'Argent et mouvements', à Querétaro, au Mexique, fin 2006.

3 The Economist, op cit.

Les ordinateurs, le papier et les photocopieurs, l'expertise financière et juridique pro-bono, les salles de réunion ou l'espace gratuit dans les médias, offerts des entreprises locales et nationales, sont une aide précieuse pour les petites organisations et qui pourrait être exploitée plus efficacement.

Au final, il existe des possibilités de financement pour les organisations des droits des femmes par le biais des entreprises et sociétés privées, mais la collaboration est compliquée.

Contributions en nature

Les ordinateurs, le papier et les photocopieurs, l'expertise financière et juridique pro-bono, les salles de réunion ou l'espace gratuit dans les médias, offerts des entreprises locales et nationales, sont une aide précieuse pour les petites organisations et qui pourrait être exploitée plus efficacement. Les entreprises ou les magasins installent des réceptacles près des caisses en vue de collecter la monnaie pour les ONG locales. Une entreprise IT peut donner des logiciels, des ordinateurs ou détacher quelqu'un pour concevoir un site Web ou un programme de base de données. Les restaurants ou les hôtels fournissent des repas ou des salles pour les réunions et les événements des ONG. Les entreprises nationales peuvent sponsoriser des événements locaux pour donner plus de visibilité à leur produit auprès d'un public féminin. Le temps d'antenne sur les chaînes de télévision nationales est synonyme de visibilité et de voix importante.

Subventions

Un nombre croissant de sociétés mondiales octroie de grandes subventions en espèces. Les entreprises informées comprennent les intérêts des actionnaires et des travailleurs à poursuivre un triple résultat, qui fait souvent partie de leur stratégie générale d'entreprise. Si certaines sociétés (dont Nestlé) sont des partenaires intolérables pour beaucoup de groupes de femmes, d'autres peuvent susciter une réaction mitigée. La Fondation Playboy, par exemple, associée à l'empire des magazines érotiques, soutient en réalité des organisations qui œuvrent aux droits à l'avortement aux États-Unis. Parmi les sociétés donatrices qui fournissent une aide considérable aux questions des femmes dans le monde entier, citons:

- La Fondation Levi Strauss soutient beaucoup d'organisations des droits des femmes pour atténuer la pauvreté parmi les femmes et les jeunes, par la constitution d'un patrimoine, la prévention de la propagation du VIH/SIDA et le soutien aux droits des travailleurs par le mouvement ouvrier.
- La fondation Nike, un organisme de subvention d'entreprise relativement récent, veut examiner les critiques des droits des travailleurs dans les usines Nike des pays en développement. La Fondation Nike a accordé près de 5 millions USD en subventions en 2005, sa première année de fonctionnement, elle se concentre particulièrement sur les adolescentes et veut financer des initiatives de changement viable à long terme.
- La Fondation Avon a collecté et octroyé 500 millions USD dans le monde en 2006, donnant largement aux questions des femmes notamment la violence domestique et le cancer du sein (essentiellement aux États-Unis).
- En 2005, Cisco Systems a donné 65 millions USD en espèces et en nature pour les femmes et les filles en science, en

technologie et en informatique, dans le but d'éviter la pénurie prévue de travailleurs qualifiés.

- La Fondation Toyota établie au Japon finance des individus et non des organisations, pour la recherche (notamment les études sexospécifiques), des conférences ou séminaires publics, des publications, etc., avec des subventions jusqu'à 150 000 USD.
- La Fondation Alcoa a octroyé plus de 26 millions USD en subventions dans le monde dans 215 collectivités locales et se concentre sur l'environnement, l'éducation à la santé, les handicapés et la violence à l'encontre des femmes.
- JP Morgan Chase, une institution financière dont les actifs s'élèvent à 1,4 trillion USD, donne des fonds dans les 51 pays où elle est active, pour des domaines comme le logement abordable, les emplois de qualité et les opportunités d'affaires. (Mais beaucoup de ses investissements ne réussiraient pas un examen éthique.)

Entreprenariat social

De nombreuses entreprises intègrent le changement social, la déontologie et la viabilité directement dans leur modèle d'entreprise.

- Une coopérative de femmes productrices de cacao au Ghana détient des actions de la société qui fabrique Divine, la première tablette de chocolat du commerce équitable destinée au marché britannique.
- Body Shop d'Anita Roddick a injecté des millions pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en créant des produits par des moyens écologiques, sans cruauté et souvent issus du commerce équitable.
- Depuis ses débuts, la Grameen Bank de Mohammed Yunus a fourni plus de 4 milliards USD en micro crédits à trois millions de femmes, pour la plupart bangladaise. En raison des taux de remboursement très élevés, la banque est entièrement autofinancée depuis dix ans déjà.

Ces modèles – entreprises sociales, dons, initiatives de co-marquage – peuvent investir des ressources financières, techniques et humaines dans les droits des femmes et contribuer au renforcement des mouvements de femmes. Toutefois, la plupart des sociétés adoptent une approche conservatrice ou suivent le courant général en matière de promotion des femmes.

Si une partie d'une société telle que Nike peut faire le bien par son soutien aux adolescentes, les autres divisions de l'entreprise essuient le feu des critiques des groupes des droits humains pour leurs pratiques de travail. Au final, il existe des possibilités de financement pour les organisations des droits des femmes par le biais des entreprises et sociétés privées, mais la collaboration est compliquée.